



Fonction publique : mobilisé.e.s le mardi 10 octobre

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Et contrairement à l'engagement fait aux agent.e.s public.que.s par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la Csg se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics. Services publics au sujet desquels

nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agent.e.s public.que.s.

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou rassemblements (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le mardi 10 octobre prochain, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.

Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics.

Paris, le 15 septembre 2017

ENSEMBLE

Les organisations syndicales représentatives de la DRFIP 44 se retrouvent dans l'appel des neuf fédérations de fonctionnaires en appelant les agents de la DRFIP à faire la grève et à participer aux manifestations organisées par les Unions départementales du 44.

➔ **Le 10 octobre** ➔

GRÈVE ET MANIFESTATIONS

à Nantes : 10h place du Commerce

POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS :

1. **Augmenter le pouvoir d'achat** des fonctionnaires qui est durement touché avec le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG, le rétablissement du jour de carence. **Inacceptable !**
2. **Préserver le statut** mis à mal avec l'annonce d'une réforme des retraites basée sur les comptes notionnels, la différenciation d'évolution de carrière entre fonction publique d'État, hospitalière ou territoriale, le RIFSEEP annoncé et le retour de la modulation des primes à la « tête du client » qui avait disparu après le mouvement aux finances en 1989. **Inacceptable !**
3. **Arrêter les suppressions d'emplois** qui affaiblissent nos missions, qui continuent de détériorer les conditions de travail, qui dictent fusions et concentrations des services, qui mettent à mal le service public au mépris des citoyens et des élus locaux. **Cela suffit !**
4. **Arrêter les suppressions des trésoreries**, en finir avec la création de pôles à compétence supra départementale, stopper la démarche de l'ASR (Aménagement des Structures du Réseau).

DANS LA RUE